

## Interdire la spéculation ?

*Pierre Clauss,  
enseignant-chercheur,  
responsable de la filière  
finance à l'Ensaï-Rennes.*

Depuis la crise financière, la spéculation apparaît comme la source de tous les maux, la cause des désastres sur laquelle nous n'avons pas prise. Spéculation vient du latin *speculatio* qui signifie contemplation. Donc la spéculation reposerait sur l'observation attentive. Or, elle est souvent empreinte de défiance : spéculer, manipuler les prix ou encore propager des informations erronées, la frontière serait ténue. A juste titre parfois. Les Law (18<sup>e</sup> siècle), Ponzi (20<sup>e</sup> siècle) ou autre Madoff (début 21<sup>e</sup>) n'y sont pas pour rien, eux qui en ont fait un synonyme d'escroquerie.

Il y a aussi les spéculateurs qui suivent le mouvement de hausse sans être réellement savants créant ainsi des bulles. Le seul appât du gain immédiat et facile les guide. La dernière crise est en grande partie de leur faute.

Mais l'histoire n'offre pas seulement des exemples de spéculateurs-escrocs ou spéculateurs-suiveurs. Il y a aussi des spéculateurs-éclairés : l'un des premiers fut Thalès le Milésien dans l'Antiquité, philosophe grec, instruit des astres, qui s'enrichit à partir d'une récolte d'olives qu'il était le seul à prévoir supérieure à la récolte habituelle. Cette histoire est rapportée par Aristote dans le livre I de La Politique et décrite aussi par l'excellent livre de

Bernstein, *Des Idées Capitales* (PUF).

Aujourd'hui, la complexité de nos économies de l'information oblige les acteurs économiques à anticiper l'avenir, à discerner les événements porteurs de création de richesse, donc à spéculer. Les entrepreneurs ne doivent-ils pas former des intuitions sur l'avenir pour investir de manière judicieuse ? Et les détenteurs de capitaux ne doivent-ils aussi analyser la justesse de ces investissements pour leur accorder des prêts accompagnant leur développement ? En outre, les marchés financiers permettent de faire rencontrer des acteurs ayant des paris opposés, dont les spéculateurs-éclairés : qui peut prendre le risque d'assurer des activités agricoles par essence dépendantes des conditions météo, et donc très incertaines ? Car les échanges financiers favorisent des transferts de risque essentiels pour nos économies.

Parmi ces acteurs économiques et financiers, il y a des escrocs et des suiveurs peu innovants. Faut-il à cause de ces derniers condamner la spéculation ? Une solution réside plutôt dans la création - financée par exemple par une taxe sur les transactions financières - dans des instances publiques qui donneraient pour intervenir sur les marchés financiers un vrai permis aux acteurs, remis en cause régulièrement.

Certains vont juger insuffisante une telle mesure, car ce ne sont pas quelques acteurs qui seraient immoraux, à leurs

yeux, mais la spéculation elle-même. Le cas des marchés des matières premières agricoles l'illustre. Spéculer sur les biens de première nécessité pouvant impacter des populations pauvres est peu défendable.

Cependant, interdire la spéculation permettrait-il de supprimer la faim dans le monde ? Comment se fait-il que l'augmentation du prix du blé ait des conséquences dramatiques pour les populations des pays pauvres, et si peu pour celles des pays riches ? L'augmentation de la baguette de pain peut être certes une catastrophe même en France mais ne crée pas d'émeutes. Car les pays riches sont protégés à l'aide d'Etats-providence inexistantes dans les pays pauvres et, en Europe, par une Politique agricole commune. La spéculation peut augmenter l'incertitude sur les cours à cause des spéculateurs médiocres, mais elle n'est pour rien dans la pauvreté extrême des populations de certains pays. La spéculation est amoralisée, les spéculateurs étant de simples observateurs tirant profit de situations qui sont elles en revanche parfois immorales.

Plutôt que contraindre les spéculateurs à cesser de spéculer, il apparaît plus essentiel de les contrôler, avec un permis d'intervention sur les marchés par exemple, et de chercher pour les marchés agricoles un remède aux problèmes de la faim en développant des politiques redistributrices, ambiguës et efficaces.